

Rapport de contrôle de l'inspection de l'environnement chargée des installations classées	
Référence : D-2020-MRS-216	Date : 21/10/2020
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL
Société ROCKSON NOUVELLE RN 113 – Rognac 13340	S3IC : 064. 1004 <input type="checkbox"/> P1 <input checked="" type="checkbox"/> P2 <input type="checkbox"/> P3 <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> SHAUT <input type="checkbox"/> SBAS <input type="checkbox"/> IED
Activité principale : imprimerie	
Date du contrôle : 04/06/2020	
Type de contrôle	
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée - Date de l'annonce de la visite : 11/05/2020 <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	
Circonstances du contrôle	
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Incident/Accident du <input type="checkbox"/> Autre :	
Thème(s) du contrôle	Attributs affaire S3IC 064. – 1004 P2
<input type="checkbox"/> Eau, Air, Déchets <input type="checkbox"/> REACH, RSDE, <input type="checkbox"/> Action Nationale _____ <input checked="" type="checkbox"/> Contrôles réglementaires <input type="checkbox"/> SGS, Vieillessement <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Ensemble du site	
Référentiel du contrôle • Arrêté préfectoral de mise en demeure du 23/09/2019 • article 7.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation (APC) du 12/05/1998	
Fonctions de(s) personne(s) rencontrée(s)	
Société ROCKSON NOUVELLE	Qualité Directeur
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant <input type="checkbox"/> DREAL <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> SPR <input type="checkbox"/> UD <input checked="" type="checkbox"/> SG préfecture <input type="checkbox"/> Sous préfecture de _____ <input type="checkbox"/> Autre :

Constats de l'inspection

I – Contexte

La visite d'inspection a été menée dans le cadre du récolement de l'APMD¹ du 23/09/2019.

Le présent rapport rend compte des constats relevés sur les activités en fonctionnement telles qu'elles étaient le jour de l'inspection et des suites données à cette affaire.

Seules les prescriptions du référentiel du contrôle citées en première page ont été contrôlées le jour de la visite.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

2.1 – Suites données à la précédente inspection (visite du 15/05/2019) :

Les écarts n° 1 et 4 ont fait l'objet de l'APMD objet de la présente visite d'inspection. En effet, la société ROCKSON NOUVELLE a été mise en demeure de réaliser les actions suivantes au 31/12/2019 :

- « mettre en place un dispositif de jaugeage sur la citerne recueillant les eaux résiduelles industrielles ;
- réaliser une analyse des eaux pluviales des eaux susceptibles d'être polluées. »

2.2 Constats de la visite du 04/06/2020

La société est placée sous redressement judiciaire depuis le 11/05/2020 et est donc en période d'observation jusqu'en novembre 2020.

Concernant la justification de respect des valeurs limites de rejets des eaux pluviales prescrite par l'APMD, l'exploitant a transmis à l'IIC, par courriel du 25/05/2020, le rapport de mesures réalisées le 26/11/2019 qui fait état de résultats conformes.

Concernant la mise en place d'un dispositif de jaugeage sur la citerne recueillant les eaux résiduelles industrielles, l'exploitant a transmis par courriel du 07/08/2020 la facture en date du 04/08/2020 pour installation du dispositif de jaugeage.

L'IIC a, par ailleurs, constaté que le bilan matière des solvants prescrit par l'APC ne lui a pas été transmis pour l'année 2019. Par courriel du 06/07/2020, en réponse à la fiche écart qui lui a été transmise le 16/06/2020, l'exploitant a transmis un document non recevable car ne correspondant pas au bilan attendu (écart n° 1).

→ L'IIC demande à ce que ce bilan soit réalisé conformément au guide de l'INERIS (version 2009).

Conformément à l'AM du 31/01/2008, l'exploitant a l'obligation de déclarer annuellement ses émissions polluantes. Cette déclaration n'a pas été réalisée dans GEREPP pour le compte de l'année 2019 (écart n°2).

→ L'IIC lui demande de transmettre les données de sa déclaration annuelle GEREPP.

Ce dernier constat a été identifié après inspection et à l'issue de la clôture officielle des déclarations GEREPP.

Outre les constats ci-dessus, l'exploitant doit répondre à la remarque ci-après.

Le rapport d'étude ATEX en date du 29/11/2019, produit par SOCOTEC Environnement, identifie des zones à risques d'explosion sur le site. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les éléments justifiant que des mesures techniques et organisationnelles de prévention et de protection contre les atmosphères explosives sont mises en œuvre conformément à l'AM² du 31/03/1980 :

¹APMD : arrêté préfectoral de mise en demeure

²AM : arrêté ministériel

- notamment que les appareils électriques et non-électriques installés en zones identifiées à risques ATEX significatifs sur le site (local turbine et local compaction) sont certifiés selon la directive ATEX 2014/34/UE,
- et que des mesures complémentaires sont prises pour maîtriser les risques moyens identifiés (système de collecte des rognures).

→ Il lui est donc demandé de transmettre ces éléments justificatifs à l'IIC.

2.3 Conclusion et propositions de l'inspection

Au vu des constats mentionnés en paragraphe 2.2, l'inspection considère que la mise en demeure du 23/09/2019 est satisfaite.

Pour ce qui concerne les constats mentionnés ci-dessus, il est demandé à l'exploitant d'apporter les éléments de réponse dans les délais ci-après :

- **bilan matière des solvants consommés (écart 1) : au plus tard octobre 2020**
- **données de la déclaration GERE 2019 : 15 jours après réception du rapport.**
- **éléments justifiant la conformité aux normes ATEX des appareils installés en zones à risques d'explosion et la mise en place de mesures complémentaires de maîtrise des risques moyens identifiés : au plus tard novembre 2020.**

Au regard des constats réalisés, et en fonction des éléments transmis ou de l'absence d'élément, des suites administratives relevant de l'article L 171-8-I du code de l'environnement pourront être proposées.

Équipe d'inspection :

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement	Responsable Adjoint du Pôle Air-Eau	Pour la Directrice et par délégation, l'Adjoint au Chef d'unité départementale,

Pièces jointes : 1 fiche d'écart

FICHE D'ÉCART

Fiche n°

1

Exploitant : ROCKSON NOUVELLE

Lieu de constat : Usine de Rognac

Date de l'inspection : 04/06/2020

Prescription contrôlée :

AP du 12/05/1998 – article 7.5

« L'exploitant doit pouvoir établir un bilan matière des solvants consommés.

Les résultats obtenus seront adressés annuellement à l'inspection des installations classées. »

Constats :

L'exploitant n'a pas pu présenter son bilan matière des solvants consommés de 2019.

Non Conforme

OUI

Susceptible de mise en demeure ou sanction

Suites :

Écart levé

Proposition de mise en demeure

Proposition d'arrêté complémentaire

Commentaires :

Oui ☐

Non ☐

Oui ☐

Non ☐

Oui ☐

Non ☐

L'inspection le :

Fiche soldée le :

FICHE D'ÉCART

Fiche n°

2

Exploitant : ROCKSON NOUVELLE

Lieu de constat : Usine de Rognac

Date de l'inspection : 04/06/2020

Prescription contrôlée :

AM du 31/01/2008 modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets

Constats : POST-INSPECTION

L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration de ses émissions polluantes de l'année 2019 (GEREP)

Non Conforme

OUI

Susceptible de mise en demeure ou sanction

Suites :

Écart levé

Proposition de mise en demeure

Proposition d'arrêté complémentaire

Commentaires :

Oui ☐

Non ☐

Oui ☐

Non ☐

Oui ☐

Non ☐

L'Inspection le :

Fiche soldée le :